

A PROPOS D'UNE BANDE DESSINÉE :  
UN CHANT D'AMOUR.  
ISRAËL-PALESTINE, UNE HISTOIRE FRANÇAISE

**Alain Gresh et Hélène Aldeguer**

Editions La Découverte, Paris, 2017, 189 p.

**Premier volet :**

**Alain Gresh : « Je ne suis pas un journaliste objectif, je suis un journaliste engagé »**

par Rita Bassil<sup>1</sup> et Mathilde Rouxel<sup>2</sup>

Sorti en juin dernier, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre israélo-arabe de 67, *Un Chant d'amour* porte les mots d'Alain Gresh au cœur d'un récit graphique à la forme innovante : pour la première fois, le journaliste, connu pour ses positions politiques engagées, travaille avec une jeune illustratrice, Hélène Aldeguer, et signe la première bande dessinée publiée aux Editions de La Découverte. Revenir sur l'implication de la France vis-à-vis de la question du conflit israélo-palestinien, en illustrant cinquante ans d'une histoire diplomatique complexe et mouvementée permet aux deux auteurs de cet ouvrage important de «toucher un public nouveau, mais aussi les familiers de la question de Palestine, afin de leur faire découvrir des faits inédits». Genèse et construction d'un projet graphique et pédagogique.

Alain Gresh annonce lui-même la couleur de son travail puisqu'il affirme : « Je ne suis pas un journaliste objectif, je ne crois pas que le journalisme « objectif » existe. Pour ma part, je suis un journaliste engagé ». S'engager, c'est faire porter sa voix. L'origine d'*Un chant d'amour* est bien celle d'un travail collaboratif entre l'auteur et une illustratrice, qui avait pour objectif de rendre plus vivant le propos de

---

1. Docteure en Littérature Générale et Comparée (Paris 3- Sorbonne Nouvelle), écrivaine, journaliste, secrétaire de Rédaction de *Travaux et Jours* (USJ).

2. Journaliste, doctorante à Paris 3 Sorbonne Nouvelle en études cinématographiques sur le monde arabe.

l'histoire diplomatique du rapport entretenu par la France avec Israël. Journaliste, c'est à un papier d'une forme classique qu'Alain Gresh pensait : « au départ, je voulais faire un article politique illustré sur la France, Israël et la Palestine ». « Petit à petit », en discutant avec Hélène Aldeguer, « le projet d'article est devenu un livre », et plus précisément, une bande dessinée de 192 pages, accessible à une plus large audience.

L'intérêt d'un tel format s'est très vite imposé : le dessin permet non seulement de mettre en scène l'Histoire en la rendant vivante et appréhendable, mais également de « dire des choses qui pouvaient être difficiles à dire dans le texte » ; le travail de réflexion mené au moment de l'adaptation du texte à l'illustration offre ainsi aux deux collaborateurs l'opportunité de développer librement des questions parfois sensibles. Tous les personnages mis en scène sont des personnages historiques ; pas de fiction, seulement des hommes politiques ou des intellectuels qui, des années 1960 à l'ère Hollande, ont participé au débat.

La première borne chronologique s'impose d'emblée – 1967, date de la défaite arabe contre l'armée israélienne. Cet événement marque un tournant dans la perception, par la France, de la crise israélo-arabe qui commence à diviser l'opinion publique. Alain Gresh et Hélène Aldeguer sortent des archives qui témoignent de cette relation compliquée : cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie, le sentiment anti-arabe est virulent en France. Se trouve ainsi reproduite la Une de France Soir du 5 juin 1967 annonçant que « Les Égyptiens attaquent Israël » - exemple probant de ce racisme populaire qui régnait à l'époque en France, puisqu'il s'agit évidemment d'une contre-vérité. « Lors de mon travail de recherche à la BNF, j'ai pu constater que peu de gens savent que des centaines de milliers de Palestiniens ont été expulsés en 1967 », explique Alain Gresh. *Un chant d'amour* est là pour rappeler ce que la presse française disait – et pour éclairer ce qu'elle ne disait pas.

Au fil des images, on voit Gainsbourg, sollicité par l'ambassade d'Israël pour écrire une chanson à la gloire de l'État juif, Bernard-Henri Lévy, qui défend l'armée israélienne face aux critiques ; on voit aussi Sartre et Beauvoir appeler à la paix, tandis que Maxime Rodinson analyse le « fait colonial » israélien, on voit Jean Genet se rendre en Jordanie aux côtés des fédayin, Jean-Luc Godard tourner *Ici et ailleurs*. On voit surtout le général De Gaulle, pourtant grand admirateur d'Israël, prendre position contre l'État sioniste après la guerre éclair

de 1967 et déclarer l'embargo sur la fourniture d'armes à destination d'Israël.

Longtemps, la France fait figure d'État pro-palestinien. Toutes les grandes étapes qui orientèrent la position française sont retracées : l'attaque israélienne de l'aéroport de Beyrouth en 1968, le massacre des Palestiniens lors du Septembre Noir en Jordanie en 1970, l'attaque des Palestiniens contre les jeux olympiques de Munich en 1972, l'invasion du Liban par Israël en 1982, la première Intifada de 1987, la seconde Intifada de 2000.

Les présidences de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing poursuivent la politique d'ouverture de la France vers le monde arabe. L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981 aurait pu changer la donne : le président français n'a jamais caché ses sympathies à l'égard d'Israël. Mais l'intransigeance et la violence de la droite israélienne, arrivée au pouvoir en 1977, forcent Mitterrand à infléchir ses positions : les années 1980 sont celles de l'invasion du Liban (1982) et du déclenchement de la première Intifada (1987). Elles s'achèvent avec la perspective d'un accord entre l'OLP et Israël qui débouchera sur les accords d'Oslo en 1993. Ces accords marquent aussi, paradoxalement, le retrait de la France sur le dossier israélo-arabe. Si Jacques Chirac, suite à sa visite dans les Territoires occupés, est très populaire auprès des Palestiniens, la victoire de la gauche aux législatives de 1997 et la nomination de Lionel Jospin au poste de Premier Ministre freinent la « politique arabe » du chef de l'État.

La seconde Intifada (2000) et l'attaque du 11 septembre 2001 mènent à ce qu'Alain Gresh a baptisé : « un tournant silencieux ». Paris renforce sa coopération avec Tel-Aviv et soutient, au nom de la « guerre contre le terrorisme », le droit d'Israël à « l'autodéfense ». Nicolas Sarkozy qui considère que le rapprochement avec Tel-Aviv doit permettre à la France de retrouver son rôle médiateur, incarne ce tournant. Cette stratégie mène rapidement à l'échec. Elle est pourtant poursuivie par son successeur, François Hollande qui affirme vouloir chanter « un chant d'amour » pour Israël et ses dirigeants, d'où le titre du livre. Malgré l'opération israélienne « Bordure protectrice » lancée contre la bande de Gaza pendant l'été 2014, son soutien reste sans faille.

Aujourd'hui, comme le souligne Alain Gresh, Israël a tué, par sa politique coloniale, la possibilité d'un partage et « la seule solution paraît être celle d'un État commun ». C'est une leçon tirée de 1948

et de 1967. L'objectif d'*Un Chant d'amour* est d'abord de rappeler que la France, sur cette question, ne s'est pas toujours alignée ainsi sur Tel-Aviv. « Une des difficultés du mouvement de solidarité avec les Palestiniens est de faire comprendre la dimension coloniale du mouvement sioniste ». *Un Chant d'amour* a le mérite de nous en offrir une lecture claire, subtile et détaillée.

## Deuxième volet :

### Recension : « Un Chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française »

par Nicolas Dot-Pouillard<sup>3</sup>

Un chant d'amour est à la fois un livre, et une bande dessinée. Hélène Aldeguer est une jeune dessinatrice française, talentueuse : elle a déjà évoqué le soulèvement tunisien de 2011 dans une bande dessinée parue en 2014. Elle illustre également certains articles du site *Orient XXI*, média de référence francophone sur le Moyen-Orient, fondé par Alain Gresh. Ce dernier, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, n'en est pas à son premier ouvrage sur la question palestinienne dont il n'est pas seulement spécialiste : il a toujours appuyé les revendications nationales palestiniennes.

Dans ce livre dominé de couleurs rouges et bleues, Hélène Aldeguer et Alain Gresh se proposent de retracer 50 ans d'histoire : celle des rapports passionnels et conflictuels entre la France, ses autorités, ses intellectuels, son opinion publique d'un côté, et de l'autre Israël et la Palestine. Le point de départ, donc, c'est bien 1967 et la conquête militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. A l'époque, la société française dans sa grande majorité est pro-israélienne. Pour deux raisons que rappelle Alain Gresh : « *la sympathie pour les juifs d'abord, un peu plus de deux décennies après la fin de la seconde guerre mondiale : le souvenir brûlant du génocide pèse sur les consciences* ». « *Le racisme anti-arabe* » joue également : il est « *particulièrement virulent cinq ans après l'indépendance de l'Algérie* » (p 20).

En France, les Palestiniens n'existent donc pas. Le président Nasser, quant à lui, est démonisé. Mais déjà, quelques voix s'opposent, et dénoncent la politique israélienne d'agression : le Parti communiste français d'abord. L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* ensuite,

---

3. (WFAFW-European Research Council)

ainsi que quelques rares intellectuels : Maxime Rodinson publie, au printemps 1967, un article dans la revue *Les Temps Modernes*, dirigée par Jean-Paul Sartre, intitulé « Israël : fait colonial ». Le général De Gaulle enfin. Après la fin de la guerre d'Algérie (1962), le président français « *a déployé une intense activité diplomatique* » en direction des pays arabes (p 45) : le président libanais Charles Hélou, ou le Maréchal Abdel Hakim Amer, vice-président égyptien, se sont rendus à Paris dans les années précédant la guerre de 1967. Le 27 novembre 1967, Charles de Gaulle, dans une conférence de presse tenue au palais de l'Élysée, dénonce une politique israélienne « *qui organise, sur les Territoires qu'il a pris, l'occupation, qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions* ». (p 50).

La France s'ouvre par la suite aux Palestiniens, comme le rappelle Hélène Aldeguer et Alain Gresh dans le deuxième chapitre de l'ouvrage. Les réseaux de solidarité avec la Palestine se développent. Représentant de l'OLP à Paris depuis 1969, Mahmoud Hamchari lance une revue en français, *Fedayin*, et travaille avec les maoïstes de la Gauche prolétarienne (GP). En même temps, il développe des contacts avec des diplomates français. Il est assassiné par le Mossad le 13 janvier 1973. Des sympathisants gaullistes, comme Louis Terrenoire et Lucien Bitterlin, créent en 1967 une Association de solidarité franco-arabe (ASFA). Le Parti communiste français parraine la création de l'Association France-Palestine, en janvier 1979. L'opinion publique a aussi évolué : elle est moins à l'écoute d'Israël : les bombardements israéliens sur Beyrouth de l'été 1982 et les massacres de Sabra et Chatila choquent. L'écrivain Jean Genet écrit *Quatre heures à Chatila*. Le président François Mitterrand est connu pour ses positions pro-israéliennes : mais, en août 1982, « *il négocie un retrait dans l'honneur des combattants palestiniens* » de Beyrouth (p 120). Les relais israéliens en France organisent la contre-attaque : ils sont aussi intellectuels. Les philosophes Bernard Henry-Levy, Alain Finkelkraut et Pascal Bruckner volent, depuis les années 1980, au secours d'Israël.

En octobre 1996, le voyage de Jacques Chirac à Jérusalem est un succès : il est le premier chef d'état au monde à intervenir devant le Conseil législatif palestinien. Surtout, dans la vieille ville de Jérusalem occupée, il a une altercation avec des soldats israéliens : son crédit parmi les Palestiniens est alors immense.

La seconde Intifada de mai 2000 polarise l'opinion publique française. En avril 2002, lors de l'opération Rempart, des dizaines de

milliers de personnes défilent pour soutenir les Palestiniens. Mais, de plus en plus, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) cherche à assimiler anti-sionisme et anti-s  mitisme. C'est surtout sous les présidences de Nicolas Sarkozy et de François Hollande que la politique française se fait de plus en plus conciliante envers Israël. Deux poids, deux mesures : la France demande la libération d'un soldat franco-israélien capturé par le Hamas en 2006 à Gaza, Gilad Shalit. Mais elle ignore longtemps le sort d'un franco-palestinien emprisonné en Israël depuis 2005, Salah Hammouri : *« les autorités françaises sont intervenues tardivement, et les médias sont restés, dans l'ensemble, silencieux »* (p 179). Il est plus que probable que la politique d'Emmanuel Macron, élu en mai 2017, s'inscrira dans la filiation pro-israélienne de ses deux prédécesseurs.

La question palestinienne divise les Français, depuis 50 ans. L'ouvrage de Hélène Aldeguer et d'Alain Gresh semble pourtant distinguer deux périodes : de 1967 jusqu'au milieu des années 2000, la sympathie pour les Palestiniens est croissante. Depuis quelques années, c'est l'inverse : les Palestiniens demeurent soutenus par une partie de l'opinion publique, mais les autorités françaises ont bien opéré un tournant majeur : la critique d'Israël devient, en France, de plus en plus difficile. Quel est alors ce Chant d'amour qui donne son titre au livre ? C'est celui de François Hollande qui, le 17 novembre 2013, dit à Benjamin Netanyahu qu'il aura *« toujours trouvé un chant d'amour – d'amour pour Israël, et pour ses dirigeants »* (p 3). Deux époques, donc : celle de François Hollande, et celle de Charles de Gaulle. De nos jours, la campagne civile de boycott des produits israéliens est criminalisée en France. Hier, c'était peut-être l'inverse. A la suite d'une attaque israélienne sur le Liban, le 28 décembre 1968, De Gaulle prenait une décision inimaginable aujourd'hui : l'embargo français sur les armes israéliennes.